Recueil d'études de cas relatives à l'amélioration de la gestion des risques et à l'accès au financement dans le secteur du café

Résumé analytique

THE WORLD BANK
Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION

Résumé analytique

Des millions de producteurs de café et d'entreprises commerciales de café ne disposent pas de crédits suffisants. Cela est partiellement dû à de nombreux problèmes et aux coûts considérables auxquels les institutions officielles de crédit doivent faire face pour desservir les marchés ruraux souvent isolés. Cela également dû à l'incapacité des producteurs et des entreprises de café de gérer les risques qui tiennent à distance les prêteurs opposés aux risques. Pour combler cette lacune critique dans la chaîne d'approvisionnement du café, une meilleure compréhension de ces risques est nécessaire afin d'y répondre au moyen de stratégies, de formation et d'outils qui pourront aider les exploitants et les entreprises, réduire leur exposition au risque et renforcer leur résilience face aux chocs inévitables. Ces efforts pourraient également accroître en amont le flux des crédits, catalyser de nouveaux investissements qui amélioreraient la productivité, et contribuer à des moyens de subsistance plus rentables et plus durables pour les producteurs de café.

Le présent rapport explore le rôle que les associations de producteurs, les gouvernements, les organisations à but non lucratif, le secteur privé et d'autres intermédiaires peuvent jouer pour rendre plus accessibles et plus pratiques la gestion des risques et les outils de financement, pour les petits producteurs de café. Il passe en revue le secteur mondial du café et décrit : 1) les principaux risques et contraintes du secteur ; 2) comment les risques varient à l'intérieur du secteur et comment les risques non gérés limitent le financement ; 3) les opportunités potentielles d'amélioration de la gestion des principaux risques ; et 4) la relation entre l'accès au financement et l'amélioration de la gestion des risques.

Au moyen d'études de cas détaillées d'un certain nombre de pays producteurs de café, le présent rapport cherche à démontrer : comment des risques peuvent survenir qui ont un impact négatif sur le secteur du café et ceux qui y travaillent ; comment les risques peuvent être mieux gérés afin que le secteur soit en mesure d'améliorer sa capacité de résistance ; comment les contraintes de financement peuvent être surmontées au moyen d'approches novatrices ; et, enfin, comment l'amélioration de la gestion des risques au sein du secteur peut contribuer à améliorer l'accès au financement. Il a été fait appel à des études de cas afin de partager plus largement les bonnes pratiques. Aujourd'hui encore, il subsiste des lacunes dans la recherche et la compréhension de ces sujets et ces études de cas peuvent être le moyen d'envisager des interventions et de nourrir la réflexion. Bon nombre des cas décrits dans le présent rapport n'ont pas été largement diffusés auprès des autres pays producteurs de café, en dépit du fait que ces pays partagent les mêmes risques et sont soumis à des contraintes similaires en matière de financement. Le but de ce rapport est donc de sensibiliser aux moyens possibles d'amélioration de la gestion des risques et de faire la démonstration d'approches novatrices visant à élargir l'offre de financement pour le secteur.

Le présent rapport souligne la nécessité d'une collaboration entre tous les intervenants du secteur du café, sur les plans national et mondial. En particulier, plusieurs cas apportent la preuve que, même si des mesures individuelles peuvent améliorer la gestion d'un risque ou réduire l'une des contraintes qui limitent le financement, une amélioration plus fondamentale des risques et un élargissement plus marqué du financement nécessitent une approche holistique. Toutefois, lorsque les parties prenantes œuvrent ensemble à réduire activement les risques multiples et à surmonter les nombreuses contraintes, l'impact peut

être dramatique, avec un cercle vertueux d'amélioration de la gestion des risques qui entraine une amélioration de l'accès au financement qui, à son tour, facilite de nouvelles améliorations de la gestion des risques.

À cette fin, le présent rapport examine la chaîne d'approvisionnement du café mondiale et ses acteurs, et démontre, au moyen d'études de cas, comment les efforts conjoints des acteurs et des parties prenantes peuvent améliorer la gestion des risques et l'accès au financement. Il montre comment les risques peuvent être atténués et/ou transférés entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, et comment des accords de coopération peuvent permettre de faire face aux risques qui surgissent.

Section 1 : Apprivoiser les risques, débloquer le financement pour un secteur du café dynamique

Comme les autres industries agricoles, le secteur mondial du café est confronté quotidiennement à des risques qui pourraient nuire à la production, restreindre les marchés potentiels, réduire à néant les marges, voire ruiner des réseaux entiers de producteurs, torréfacteurs, négociants et exportateurs. La prévalence de ces risques réduit les incitations et la volonté des bailleurs de fonds à prêter au secteur, et freine le désir des acteurs du secteur du café d'emprunter pour investir dans leurs entreprises. En conséquence, une meilleure gestion des risques pourrait bien faciliter l'accès au financement.

Ces difficultés sont aggravées par le fait que, souvent, les acteurs de la chaîne d'approvisionnement évaluent mal les risques auxquels ils sont confrontés, ce qui entrave leurs efforts pour les atténuer et empêche les prêteurs d'évaluer et de chiffrer précisément les risques.

L'objectif du présent rapport, en présentant une sélection d'études de cas, est de démontrer comment l'amélioration de la gestion des risques et l'utilisation de produits et procédures de prêt novateurs peuvent faciliter l'expansion du crédit dans le secteur du café. Le présent rapport présente plusieurs possibilités pour améliorer la gestion des risques et l'accès au financement dans le secteur du café.

Cependant, il convient de noter que tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement du café ne sont pas égaux et que toutes les chaînes d'approvisionnement de café ne sont pas identiques. Comme le rapport le montre, les différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement du café font face à des risques différents, ont des capacités différentes de gérer ces risques et doivent faire face à divers degrés de difficulté d'accès au financement. De même, il n'existe pas deux chaînes d'approvisionnement du café identiques et, même si toutes les chaînes d'approvisionnement présentent des similitudes, les différences majeures entre les chaînes d'approvisionnement des pays et des régions, en termes de participants et de structure de l'industrie, font qu'il n'existe pas de solution unique à l'amélioration des risques et de l'accès au financement. Tout mécanisme existant d'amélioration de la gestion des risques et d'élargissement du financement utilisé dans un endroit quelconque du monde doit être adapté au contexte local.

Potentiel inexploité : Le coût et les incidences financières des risques non gérés

Le secteur du café, comme tout autre, a connu un resserrement des conditions de crédit au cours des périodes de difficultés financières. Les perceptions de risque accru ont conduit les prêteurs à réduire le nombre de prêts et la valeur des prêts consentis, à augmenter les taux d'intérêt, à réduire l'exposition, et à durcir les critères et les conditions de prêt. Le resserrement du crédit a frappé les négociants et, en particulier, les petits exploitants.

Le manque apparent de confiance des prêteurs à l'égard du secteur du café n'est pas uniquement dû à un historique de problèmes de remboursement mais reflète également les difficultés associées aux prêts à l'agriculture et le secteur rural. Ces difficultés sont : des coûts de transaction relativement élevés ; une culture du crédit peu développée ; le manque de garanties (et de réalisation des garanties en cas de défaut) ; et les événements

climatiques fréquents qui perturbent l'industrie. On peut également mentionner la perception, résultant souvent des événements, de risque élevé et de gestion des risques inefficace.

Les négociants et les producteurs de café opèrent dans un climat d'incertitude et, par conséquent, doivent mener leurs activités au moyen d'informations imparfaites. Le risque, par conséquent, a un impact négatif direct sur la rentabilité globale de leurs opérations et sur leur capacité à accéder au financement. En outre, alors que toutes les entreprises du café connaissent les risques, elles sont souvent moins familiarisées avec la quantification de ces risques et, dans certains cas, leur gestion. Cependant, le risque représente l'un des principaux coûts associés à l'emprunt. Les prêteurs refusent simplement de prêter lorsque le risque du secteur est perçu comme trop élevé. Le risque, par conséquent, est l'une des principales raisons pour lesquelles, dans le secteur du café, la demande de financement n'est pas satisfaite et laisse de nombreux producteurs et négociants sans financement pour faire fonctionner de façon optimale leurs entreprises.

Même lorsque le risque est perçu comme étant à un niveau encourageant pour les prêts, ce niveau joue un rôle important dans la détermination du taux d'intérêt. Les prêteurs doivent fixer un taux d'intérêt qui reflète fidèlement les coûts, les risques qu'ils prennent, ainsi que leurs marges de profit. Dans la plupart des cas, l'institution fixe un taux d'intérêt approprié pour un secteur et ses clients.

Inégalité de l'accès au crédit et de la capacité à gérer efficacement le risque

Dans cet environnement de restriction du crédit, les emprunteurs les plus importants et les mieux établis sont les plus susceptibles d'accéder à des financements à un taux abordable. En pratique, cela signifie que les négociants et autres entreprises du café ont moins de difficultés à accéder au financement que les producteurs. Alors que les négociants éprouvent aussi souvent des difficultés à trouver des financements, beaucoup d'entre eux disposent des garanties ou des revenus leur permettant d'étayer leurs demandes de crédit, et beaucoup ont fait leurs preuves en matière de gestion proactive des risques. Les producteurs, notamment les petits exploitants, ne disposent généralement pas de garanties pour obtenir des prêts et ont souvent moins accès aux outils et aux procédures de gestion des risques.

Les différences de solvabilité sont également dues à la nature du secteur du café, en particulier au fait que la valeur augmente à mesure que l'on monte dans la chaîne d'approvisionnement. Le haut de la chaîne d'approvisionnement génère beaucoup plus de valeur, de profits et de revenus, et ses acteurs sont mieux placés pour répondre aux critères de prêt des banques et accéder au financement. En conséquence, le bas de la chaîne d'approvisionnement fait face à une plus grande pénurie de financement car il génère une plus faible valeur. En outre les acteurs du haut de la chaîne d'approvisionnement sont généralement mieux en mesure de gérer efficacement leurs risques.

Il convient de noter que tous les acteurs du même point de la chaîne d'approvisionnement ne font pas face aux mêmes défis (figure 1). Les gros producteurs (les plantations) sont souvent en mesure d'accéder à un financement suffisant et possèdent l'expertise et les

compétences nécessaires pour gérer efficacement la plupart des risques auxquels ils sont confrontés. De même, la capacité des négociants à gérer les risques et à accéder au financement varie considérablement. On considère généralement que les petits négociants locaux ont des difficultés à obtenir un financement adéquat et peuvent parfois être contraints de fonctionner dans des conditions qui ne sont pas optimales en raison des contraintes dans ce domaine, alors que les grands opérateurs d'envergure mondiale ont accès au financement des banques nationales et internationales. De même, les négociants de niveau mondial ont souvent des compétences en matière de gestion des risques qui manquent souvent à leurs homologues nationaux. Cependant, en général, on peut dire que le bas de la chaîne d'approvisionnement est confronté au plus grand défi en termes de gestion des risques et d'accès au financement.

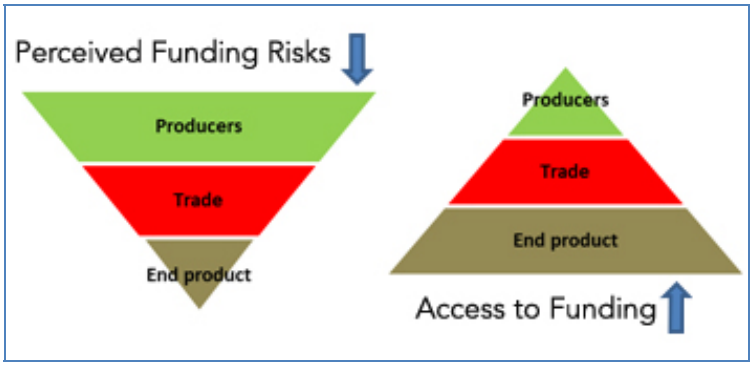

Figure 1. Relations entre le risque et l'accès au financement

Le bas de la chaîne d'approvisionnement présente le plus grand potentiel d'amélioration en matière de risques et de financement

Les producteurs et les entreprises nationales de café sont confrontés aux plus grandes difficultés d'accès au financement et d'amélioration de leurs compétences en matière de gestion des risques. Dans le même temps, cette partie de la chaîne d'approvisionnement présente les plus grandes opportunités si la gestion des risques peut être améliorée suffisamment pour soutenir l'offre de crédit à ces acteurs.

L'impact du manque de financement dans le secteur du café est important et la demande mondiale de financement des petits exploitants (estimée à 450 milliards de dollars) est largement insatisfaite[1]. En outre, le manque d'accès au financement est un cercle vicieux où le manque de financement empêche les producteurs de café et les entreprises d'investir dans leurs entreprises et dans les techniques d'atténuation des risques. Un accès plus facile au financement permettrait aux producteurs d'améliorer leurs rendements ainsi que l'efficacité de leur gestion des risques, apportant ainsi des avantages significatifs.

Utilisation d'études de cas pour illustrer l'amélioration de la gestion des risques et de l'accès au financement

Le présent rapport a choisi des études de cas dans le monde de la production de café qui illustrent l'interrelation entre la gestion des risques et l'accès au financement. Les risques peuvent être associés au processus de production ou au marché du café lui-même, et les

[1] Rapport Dalberg : "Catalyzing Smallholder Agricultural Finance" (2012)

études de cas comprennent des exemples tirés de ces deux catégories. Les risques dus à l'environnement réglementaire recoupent les activités de production et le marché et font l'objet des deux premières études de cas. Les risques du marché – à savoir les variations soudaines et dramatiques de prix - font l'objet des études de cas 3-6, de la création de bourses nationales pour faciliter la gestion du risque de prix, aux approches axées sur la technologie et aux programmes de coopération innovants faisant appel aux options d'achat. Les études de cas 7 et 8 portent sur les incidences sur la gestion des risques découlant de la récente épidémie de rouille en Amérique latine, y compris la replantation d'arbres en Colombie, afin d'éviter les pertes répétées de cette maladie.

Ces risques et les tentatives souvent inefficaces d'atténuation ou de gestion découragent les prêts à l'industrie du café, contrainte exacerbée par la dépendance à l'égard de la production des petites exploitations et, partant, des coopératives pour la transformation et la commercialisation ; ces deux groupes se situent nettement en dehors de la base traditionnelle des clients des prêteurs officiels peu portés sur le risque. Par conséquent, trouver le moyen d'élargir l'accès au financement (et d'améliorer la gestion des risques) est le point central des études de cas 9-18. Les idées vont de l'utilisation des réseaux mobiles de services bancaires et des réseaux d'agents afin de rapprocher les financiers du secteur du café, aux tentatives gouvernementales d'attirer le financement du secteur privé grâce à des subventions. Certains projets visent à renforcer les capacités de gestion des producteurs et des coopératives, tandis que d'autres visent à relever le défi pérenne d'identification des garanties acceptables par les financiers. L'objectif est de mettre en évidence des solutions spécifiques, pouvant être adaptées et appliquées avec succès dans d'autres environnements et dans tous les secteurs pertinents. Cependant, une mauvaise adaptation aux conditions et aux exigences locales peut faire échouer la transposition de méthodes éprouvées, comme l'illustre l'étude du projet du FCBP au Rwanda et en Éthiopie (étude de cas 10).

Section 2 : Le risque dans le secteur du café

L'augmentation apparente de la fréquence des flambées des prix des produits de base et des mauvaises récoltes a ajouté aux préoccupations sur le changement climatique et accru l'intérêt mondial pour la gestion des risques des produits de base. En outre, les revenus des ménages de millions d'exploitants sont tributaires de produits de base "non alimentaires", y compris le café. Ces exploitants sont confrontés à la fois à un système de production très risqué et à un marché sans doute plus compliqué, plus dépendant des facteurs macro-économiques dans les pays développés. Pour ces deux types de producteurs, les chaînes d'approvisionnement qui les relient aux marchés et à leurs gouvernements signifient que la concrétisation des risques agricoles peut avoir un impact catastrophique. Outre les producteurs, un grand nombre d'autres acteurs font également partie des chaînes d'approvisionnement du café et sont actifs dans une large gamme d'activités, de la plantation à la tasse. Il s'agit des fournisseurs d'intrants, des négociants, des transformateurs, des banques et des fournisseurs de services financiers, des transporteurs, des détaillants et des organismes gouvernementaux. Sous une forme ou une autre, ils sont tous exposés à des risques agricoles.

Tous les risques n'ont pas la même importance et il est important, lorsqu'on étudie les risques du secteur du café, de comprendre comment chaque risque affecte chacun des ensembles d'acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Ce processus permet au bailleur de fonds d'identifier le risque qui exige la plus grande attention de l'emprunteur. Il peut être utile de classer les risques selon trois principaux types et de les hiérarchiser en fonction de leur probabilité d'occurrence et de la gravité des pertes qu'ils occasionnent. Il est important de noter que les risques sont souvent imbriqués et que la gestion d'un risque peut entraîner l'apparition d'un nouveau risque.

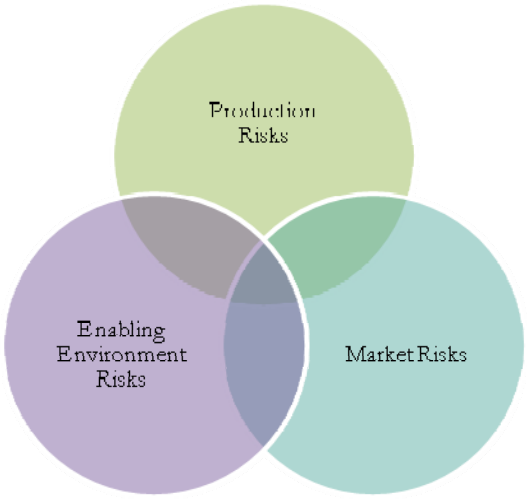

Figure 2 Les trois principaux types de risques agricoles[2]

Les trois catégories de risque sont :

Les risques liés à la production : Les événements météorologiques (sécheresse, inondations, ouragans, cyclones, chute ou augmentation brutale de la température, gel, etc.), les ravageurs et les maladies, les feux de brousse, les tempêtes, etc. sont des risques majeurs qui conduisent à la volatilité de la production et à la morbidité du bétail.

Risques liés à l'environnement réglementaire : les changements de gouvernement, du droit des affaires ou de l'environnement macro-économique, les risques politiques, les conflits, les restrictions au commerce, etc. sont les principaux risques liés à l'environnement réglementaire qui conduisent à des pertes financières.

Les risques liés au marché : Ce sont des risques qui se matérialisent au niveau du marché, à savoir la volatilité des prix des matières premières et des intrants, la volatilité des taux de change et des taux d'intérêt et le risque de contrepartie/de défaut. Souvent, ces risques ont des liens en amont avec la plantation et affectent toutes les parties prenantes.

Bien que l'ensemble de ces risques, quand ils surviennent, aient des répercussions sur toute la chaîne d'approvisionnement, certains sont souvent supportés par un seul ensemble d'acteurs. Les risques liés à la production affectent plus particulièrement les planteurs, comme on peut le voir avec les récentes épidémies de rouille en Amérique centrale. Cependant, l'impact est également ressenti par les autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement que la réduction de la production de café et la baisse de la qualité

[2] Extrait de l'approche de la Banque mondiale pour l'évaluation des risques agricoles.

affectent également. Les risques liés au marché, comme la volatilité des prix, ont tendance à affecter plus gravement les sections origine, transformation et exportation des chaînes d'approvisionnement, et même si les torréfacteurs et les importateurs subissent des pertes en raison de cette volatilité, l'impact le plus important est ressenti par les acteurs du bas de la chaîne. Dans les pays producteurs, le café est souvent une denrée hautement politisée et peut souffrir considérablement des risques liés à l'environnement réglementaire. La modification des structures réglementaires peut affecter toutes les activités intérieures (de la production à l'exportation), alors que les modifications des services de recherche et de vulgarisation peuvent influer grandement sur la productivité des planteurs.

Les principaux risques et contraintes de la production et du négoce du café

Il est également important de prendre en compte les principales contraintes du secteur. Les risques augmentent le coût du financement et ont une incidence sur la volonté des bailleurs de fonds de prêter au secteur mais des contraintes s'opposent également aux prêts car elles posent des défis à la fois pour les prêteurs et les emprunteurs. Souvent, les programmes mis en place pour atténuer les risques et améliorer l'accès au financement doivent également envisager les moyens de surmonter les contraintes.

Une contrainte est une condition ou un goulet d'étranglement existant qui entrave le bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement et conduit à des performances sous-optimales de la chaîne d'approvisionnement. Les risques et les contraintes sont étroitement liés, les contraintes augmentant le potentiel d'occurrence d'un risque ou d'accroissement des pertes subies lorsque le risque se concrétise. En outre, un grand nombre de contraintes limitent la capacité des acteurs à atténuer efficacement les risques. Par exemple, dans le secteur du café, de nombreux pays disposent de moyens limités en matière de vulgarisation et de recherche ; il s'agit d'une contrainte clé qui aggrave l'impact des risques tels que les ravageurs et les maladies. Lorsque les services de vulgarisation produisent de piètres résultats et que les pratiques agricoles sont mauvaises, les caféiers sont plus vulnérables aux infestations de ravageurs et aux maladies.

Les risques ne doivent pas être considérés isolément mais dans le contexte de la chaîne d'approvisionnement et de ses contraintes existantes, y compris celles de l'environnement réglementaire. L'environnement réglementaire est constitué des normes et coutumes, lois, règlements, politiques, accords commerciaux internationaux et infrastructures publiques qui facilitent ou entravent la circulation d'un produit ou d'un service à l'intérieur de sa chaîne de valeur. L'environnement réglementaire aux niveaux national et local est constitué des politiques, procédures administratives et règlements ainsi que de l'état des infrastructures publiques. Il peut être nécessaire de ventiler davantage cette analyse de l'environnement réglementaire au niveau de la taille des entreprises, car des contraintes et possibilités distinctes peuvent exister pour les très petites et petites entreprises. En plus de ces facteurs formels, les normes sociales, les cultures d'entreprise et les attentes locales constituent des volets importants de l'environnement. La connaissance de ces règles non écrites de la société est essentielle si les praticiens veulent comprendre le comportement des acteurs de la chaîne de valeur et prédire leur comportement face aux interventions de la chaîne de valeur.[3]

[3] Les définitions et autres descriptions proviennent du site Web USAID : http://www.microlinks.org/good-practice-center/value-chain-wiki/business-enabling-environment-overview

Compte tenu de la définition ci-dessus, l'environnement réglementaire du secteur du café dans un pays producteur de café comprend : toutes les lois et règlements régissant le secteur ; l'infrastructure en place, à savoir les routes, stations de lavage, installations de traitement, etc. ; les services de vulgarisation et de recherche sur le café ; et tous les autres éléments du secteur public qui déterminent les modalités de fonctionnement du secteur du café du pays concerné. Les environnements réglementaires varient souvent considérablement selon les pays et sont également susceptibles de changer au fur et à mesure de l'adaptation et de l'évolution des politiques du secteur, souvent axées sur les priorités gouvernementales et les facteurs du marché mondial.

En bref, une identification des risques et une appréciation des contraintes peuvent aider à fournir aux acteurs de la chaîne un cadre de gestion des risques. Cela ne signifie pas nécessairement que le risque peut être éliminé mais plutôt que la gestion des risques est une approche qui peut aider à réduire ou à limiter l'impact des risques. En outre, la gestion du risque a un coût et chaque personne ou entreprise devra déterminer si ce coût est justifié par la protection accordée. Par exemple, les acteurs du secteur peuvent chercher à se protéger contre la volatilité des prix du café au moyen de contrats à terme (négociés sur les marchés à terme des produits de base). Toutefois, ces instruments ont un coût et s'accompagnent en outre d'un coût d'opportunité car ils empêchent leurs utilisateurs de tirer parti des hausses du marché. Il est également important de noter que, souvent, un outil de gestion des risques ne protège pas complètement contre les risques.

Section 3 : Le financement et la chaîne d'approvisionnement du café

L'ampleur du financement nécessaire pour faciliter le commerce mondial du café apparait lorsque l'on considère qu'en 2013, les exportations ont totalisé 6,79 millions de tonnes de café vert, pour une valeur de 19,2 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter 2,68 millions de tonnes vendues sur les marchés intérieurs. Il convient d'envisager le financement de la chaîne d'approvisionnement du café en tenant compte des besoins de financement et de la disponibilité des fonds pour les acteurs de chaque étape de la chaîne. Comme il a été noté dans l'introduction, les prêteurs perçoivent que le risque est plus élevé à l'origine de la chaîne d'approvisionnement du café, ce qui explique au moins en partie pourquoi l'accès au crédit est plus facile pour les acteurs de la partie aval de la chaîne (vente au détail) que pour les producteurs.

Le tableau 1 détaille les besoins et la durée du crédit ainsi que les bailleurs de fonds pour chaque étape de la chaîne de valeur, dans les pays producteurs et dans les pays consommateurs. Il montre également que les acteurs des divers stades de la chaîne de valeur ont des sources de financement différentes et nécessitent des types et des durées de financement différents.

Activité	Fournisseurs de crédit	Acteurs de la chaîne	Durée	Types de financement	Raison du financement
Production	Prêteurs sur gage, caisses de crédit, banques, négociants, fournisseurs d'intrants	Petits, moyens et gros producteurs, coopératives	Court/moyen terme	Financement pré-récolte, prêts saisonniers,	Préparation des terres, entretien des cultures, récolte
Achat	Banques, exportateurs	Négociants, intermédiaires, exportateurs, coopératives	Court/moyen terme	Découvert, recouvrement de créances et avances sur les stocks	Capital pour acheter du café Fonds pour entreposer du café Frais fixes de fonctionnement
Transformation	Banques, caisses de crédit, exportateurs	Négociants, coopératives, installations de transformation	Court/moyen terme	Fonctionnement	Entreposage du café Fonctionnement des usines de transformation Frais fixes de fonctionnement
Exportations	Banques, acheteurs et importateurs multinationaux	Exportateurs, coopératives, gros négociants	Court/moyen terme	Financement du négoce Financement pré-expédition	Entreposage du café Transport du café
Importateurs/ torréfacteurs	Banques	Torréfacteurs	Court/moyen terme	Fonctionnement	Fonctionnements des installations de torréfaction Fonds de roulement

Tableau 1 – Activités de la chaîne d'approvisionnement et sources et besoins de financement

Un large éventail de prêteurs financent le secteur, qu'il s'agisse de prêteurs formels (institutions financières réglementées) ou de prêteurs informels (individus et organisations non réglementés). Les établissements de crédit formels sont les banques, les institutions de microfinancement, les caisses de crédit et autres types de bailleurs de fonds, alors que les prêteurs informels sont les prêteurs sur gage ainsi que les autres acteurs de la chaîne de valeur qui fournissent un financement pour assurer les approvisionnements en café. Il est à noter que les prêts à l'intérieur de la chaîne sont un élément essentiel des accords de financement entre certains acteurs. Par exemple, un grand nombre de négociants/collecteurs financent les planteurs au début de la saison pour se garantir l'accès à leur café et beaucoup de ces négociants bénéficient à leur tour du financement des exportateurs qui souhaitent de même se garantir l'accès à leurs approvisionnements. Selon les conditions du marché local, certains exportateurs bénéficient parfois du financement de leurs importateurs. Le point commun des prêts à l'intérieur de la chaîne est qu'ils reposent tous sur la nécessité des acteurs de s'assurer des approvisionnements de café[4].

[4] Source : Évaluation des risques des chaînes d'approvisionnement du café (Haïti, Ouganda, Viet Nam)

Une combinaison d'options de financement est nécessaire à la fois en termes de durée et de but. En règle générale, plus la durée du prêt est courte, plus il est facile d'y accéder. Par exemple, il est communément perçu que les producteurs obtiennent plus facilement un financement pour leur récolte qu'un financement pré-récolte ou un financement d'investissement à long terme. La grande majorité des financements sont destinés à des buts à court terme, à savoir le négoce (collecte, transformation, exportation, importation). Le financement à long terme sert généralement à investir dans les installations de production.

Disponibilité des capitaux

Il est évident que tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement du café n'ont pas le même accès au financement et que la pénurie des financements peut avoir une incidence importante sur leur efficacité. Les disponibilités varient en fonction de la position dans la chaîne d'approvisionnement et de la durée du prêt, les acteurs les plus élevés dans la chaîne accédant généralement beaucoup plus facilement à des taux de financement abordables (figure 3). Cela est dû à la nature des emprunteurs (entreprises/planteurs) et à la nature des activités financées, les bailleurs de fonds étant plus disposés à financer des activités où le café (le produit sous-jacent financé) est disponible et peut servir de garantie. En outre, la disponibilité des capitaux varie fortement en fonction de la durée du prêt. Toutes choses étant égales par ailleurs, plus la durée du prêt est courte, plus la disponibilité des capitaux est grande, les prêts à plus long terme étant perçus comme comportant beaucoup plus de risques.

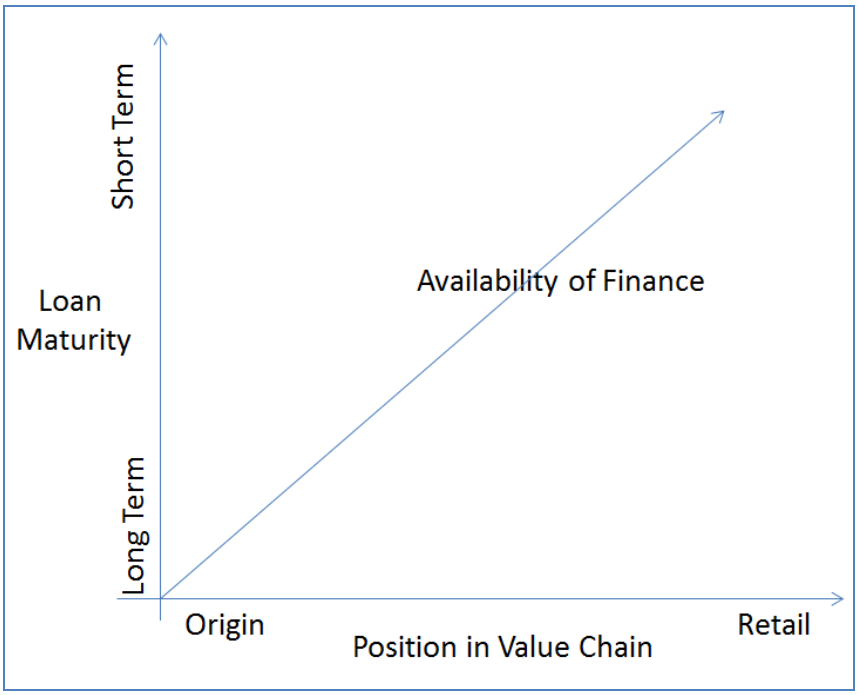

Figure 3. Disponibilité des capitaux

Cependant, il faut également prendre en considération les différentes expériences d'accès au financement des acteurs situés au même niveau de la chaîne. Par exemple, les capacités des exportateurs à accéder au financement varient souvent considérablement, en termes de gamme d'options de financement, de taux, de frais et de conditions. Les différences les plus

spectaculaires de disponibilité des capitaux sont observées entre les exportateurs nationaux et les filiales d'entreprises internationales. Les exportateurs multinationaux (et leurs filiales) ont souvent accès à des financements bon marché dans le monde et peuvent emprunter non seulement auprès des banques mais également auprès d'un large éventail d'institutions financières non bancaires (sinon de leur société mère). Par contre, les exportateurs nationaux peuvent se voir offrir des prêts beaucoup plus coûteux, avec des conditions beaucoup plus strictes. Il en va de même pour les planteurs. Les petits exploitants, qui ne possèdent généralement que quelques hectares de caféiers, peuvent éprouver des difficultés à obtenir des prêts bancaires alors que les grandes plantations trouvent souvent des bailleurs de fonds mieux disposés.

Les contraintes de l'accès au financement

S'il est utile de considérer la disponibilité des capitaux en fonction de la chaîne d'approvisionnement du café, de ses acteurs, de la durée du prêt, et du niveau de risque, il est également impératif de tenir compte de certaines contraintes spécifiques au secteur du café qui peuvent également limiter l'accès au financement. Comme les études de cas le montrent, la plupart des interventions visant à améliorer l'accès au financement associent souvent la gestion des risques à des interventions visant à surmonter les contraintes existantes. Ces contraintes sont examinées dans le chapitre du présent rapport consacré au financement et sont :

Contraintes liées à la bancabilité

- Culture financière limitée des emprunteurs potentiels
- Absence d'un historique d'emprunt ou de crédit des emprunteurs
- Pas ou peu de garanties (réalisables)
- Éloignement des producteurs et des entreprises dans les zones rurales en ce qui concerne les services bancaires formels
- Coûts de transaction élevés/faible rentabilité des prêts aux petits emprunteurs (producteurs)
- Manque d'associations crédibles de petits exploitants (pour surmonter les problèmes de coûts de transaction)

Contraintes liées à l'environnement réglementaire

- Obstacles réglementaires aux prêts aux secteurs du café et agricole
- Problèmes historiques de remboursement des prêts au secteur du café (y compris programmes de remise de dette et historique de prêts non remboursés)

Les contraintes sont très importantes et peuvent être envisagées des deux côtés : la capacité des banques à prêter au secteur du café et la capacité des acteurs du secteur du café à emprunter auprès des banques. Les programmes les plus efficaces d'élargissement des prêts par la lutte contre les risques s'accompagnent souvent de la levée des obstacles au financement dus aux contraintes. Par exemple, l'absence de garanties réalisables des producteurs de café est souvent un obstacle majeur à l'octroi d'un financement. Les banques ne prêtent généralement pas sans garantie suffisante, réalisable en cas de défaut,

tant pour satisfaire à leurs règles internes de prêt que pour répondre aux exigences de la banque centrale sur la classification des emprunts. Par conséquent, certaines interventions visant à améliorer l'accès au financement portent directement sur l'absence de garantie réalisable ainsi que sur les risques qui ont une incidence sur la rentabilité des planteurs ; une approche combinée des contraintes et des risques. Un bon exemple de cette approche holistique est le projet mis en œuvre au Rwanda et en Éthiopie pour les coopératives de petits exploitants qui ont fourni des cautionnements à la place de garanties réalisables. Cette étude de cas est détaillée dans le présent rapport.

Section 4 : La dynamique des risques et du financement

Les études de cas suggèrent qu'il existe de nombreuses possibilités d'améliorer la gestion du risque et de faciliter l'accès au financement pour les acteurs du secteur du café. En effet, les études de cas figurant dans le présent recueil illustrent le fait que les acteurs de la chaîne d'approvisionnement du café continuent d'être axés sur le traitement individuel des risques et des contraintes, y compris la rareté du financement qui entrave la réalisation du potentiel de l'industrie. Certains efforts portent uniquement sur les risques de production, comme les épidémies de maladies ou les effets du changement climatique, tandis que d'autres cherchent à réduire les chutes de prix tout aussi catastrophiques sur les marchés du café, ou les modifications des lois et règlements à l'instigation de l'État.

Cependant, le présent rapport examine également la corrélation entre le risque, le financement et les autres contraintes. Plus précisément, il traite des possibilités qu'une meilleure gestion des risques peut offrir pour élargir l'accès au financement, et comment un meilleur accès au financement peut permettre l'investissement dans la gestion des risques pour le secteur. En substance, on obtient un cercle vertueux avec des améliorations dans la gestion des risques qui débouchent sur une réduction de l'exposition aux pertes de risques (quand ils surgissent), qui se traduit par un meilleur accès au financement qui, à son tour, permet d'investir dans l'amélioration de la gestion des risques.

Dans le cas de Root Capital (étude de cas 14), le prêteur a pris la responsabilité d'encourager et de guider les coopératives dans leur choix et utilisation des produits de crédit, leur faisant prendre des emprunts plus complexes et de plus longue durée en rapport avec leur réussite et l'accroissement de leurs besoins. De même, Sustainable Harvest (étude de cas 6) fournit l'exemple d'un importateur qui encourage les coopératives en Amérique latine à apprendre à mieux gérer leur exposition au risque de prix en subventionnant leur utilisation des options d'achat. L'exemple de Twin Trading, dans l'étude de cas 19, met l'accent sur l'importance de compléter les efforts de renforcement des capacités de gestion financière des coopératives et des producteurs par des améliorations en matière d'évaluation, surveillance et atténuation des risques pour les prêteurs.

S'appuyant sur ces exemples de relations symbiotiques dans la chaîne d'approvisionnement du café, le rapport se termine par deux études de cas (20 et 21) qui mettent en évidence cette relation positive entre l'amélioration de la gestion des risques et l'amélioration du financement. Plus précisément, ces améliorations découlent du "resserrement" de la chaîne d'approvisionnement, avec un renforcement de la collaboration entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, qui se traduit par une meilleure gestion des risques et une

amélioration de l'accès au financement. Dans les deux cas, un important bénéfice mutuel découle de cette collaboration au sein de la chaîne d'approvisionnement, le producteur accroissant son potentiel de revenu et l'acheteur bénéficiant d'approvisionnements sûrs. Cette approche mutuellement bénéfique pour les risques et le financement s'accompagne souvent de mesures contre les autres contraintes du secteur (par exemple, le manque de services de vulgarisation, de recherche et de formation), tandis que l'amélioration de la productivité de tous les acteurs justifie les coûts.